

Centre d'Analyse Stratégique – 20 avril 2011
Les Trente glorieuses sont devant nous

Edition Rue fromentin
Karine BERGER
Valérie RABAULT



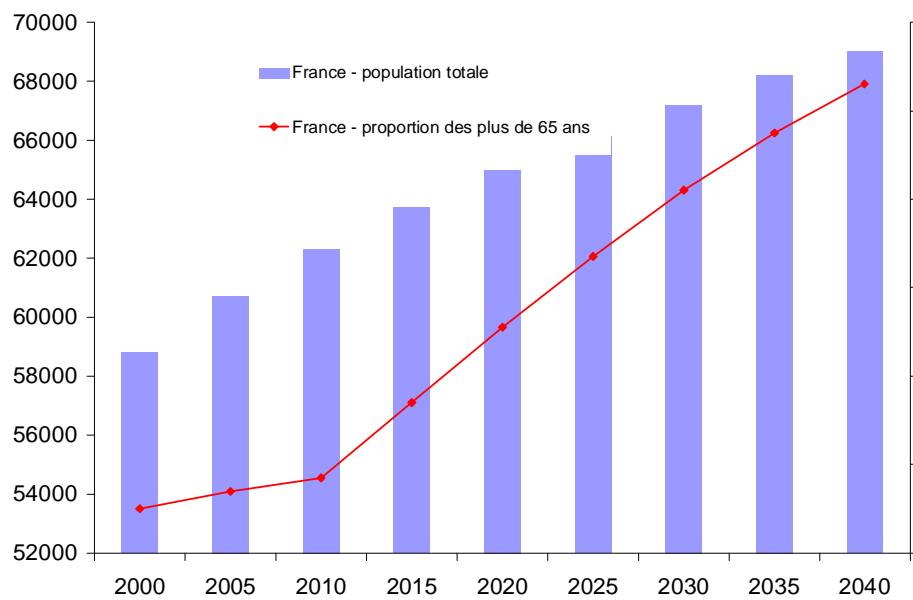
Quel *business plan* pour la politique économique de la France?

- 1 La France en 2040 suivant les tendances actuelles
- 2 Le business plan macro-économique à 90 milliards d'euros
- 3 Cinq priorités : « définir une nouvelle croissance à la française »
- 4 La trajectoire de finances publiques jusqu'en 2040

Places de la France dans 30 ans suivant les tendances actuelles

En termes de population la France sera au coude à coude avec l'Allemagne

Le glissement économique mondial de la France sera lent



Source : Insee

La France sera la 2eme population de la zone euro

Croissance du PIB	2010	2025	2040
Etats-Unis	1	2	2
Chine	2	1	1
Japon	3	3	4
Allemagne	4	5	6
France	5	6	6
Royaume-Uni	6	7	6
Italie	7	9	
Brésil	8	8	5
Russie	9	10	6
Inde	12	4	3

Sources : FMI, calculs des auteurs

PIB par tête : 65000€ (€ 2010) vs 46000€ en 2010, soit une croissance de 1,2% par an

La rupture avec le modèle économique et social d'origine au tournant du milieu des années 90

Liberté égalité fraternité : version économique et sociale

L'arrêt simultané des 3 moteurs

- Le modèle français : un « tri-moteur »
 - Liberté : création du progrès et de la richesse *via* l'innovation, par la prise de risque à moyen/long terme. L'État prend à sa charge une partie de ce risque et la dynamique initiée entraîne la prise de risque du privé.
 - Égalité : partage du progrès *via* la protection sociale, l'éducation, l'ascenseur social.
 - Fraternité : trio immigration / services publics / Europe qui irrigue le pays de l'intérieur et de l'extérieur.

- « Fleurons » de la France : TGV, énergie nucléaire, ...mais aussi grands groupes privés

- Crise de confiance dans le modèle
 - Changement de paradigme : « copie » des modèles étrangers plutôt néo-libéraux
- L'adhésion au modèle fissurée avec la perception et l'augmentation des inégalités : conséquences de la crise de 1993
- La peur de l'autre
 - Immigration : la France est le seul pays d'Europe enregistrant une baisse de la proportion d'étrangers au sein de la population active entre 2000 et 2007 (de 6,2% à 5,4%)
 - Services publics : ils ne sont plus les vecteurs d'investissements massifs (par ex réduction de 1/3 des dépenses de recherche d'EDF entre 2000 et 2007)

Quel *business plan* pour la politique économique de la France?

- 1 La France en 2040 suivant les tendances actuelles
- 2 Le business plan macro-économique à 90 milliards d'euros
- 3 Cinq priorités : « définir une nouvelle croissance à la française »
- 4 La trajectoire de finances publiques jusqu'en 2040

Les objectifs à horizon 2040

5 objectifs chiffrés pour une réindustrialisation de la France

1. développement socio-économique : doublement du taux de croissance du PIB par habitant : 2,3% par an dans les années 2030
2. consommation et production durables : doublement de la productivité des ressources : passage de 1,7 à 3,5
3. adhésion et inclusion sociales : baisse de 40% du risque de taux de pauvreté après transferts sociaux
4. changements démographiques et santé publique : augmentation de 6 ans (à 70 ans) de l'espérance de vie en bonne santé ; progression du taux d'emploi des 55-64 ans passage de 38% à 55%
5. développement durable : part d'énergies renouvelables dans la consommation (multipliée par 4), consommation d'énergie dans les transports (divisée par 2)

Les montants d'investissement par secteur

30 milliards d'investissement pendant 3 ans

Par an		Energie		Transports	
énergie	7 milliards		20 mds		20 mds
santé	5 milliards	Energie solaire	5	Fret	4
transports	7 milliards	Centrales nucléaires	15	Transports en commun - 5 plus grosses villes	4
agriculture	1 milliard			TGV	7
éducation	10 milliards			Voiture hybride	5



Relèvement de la croissance potentielle en 2020 de 0,7 à 1,2 point

Population 80 millions

Pib par tête proche de 80000€ (€ 2010) soit 1,8% de croissance par an

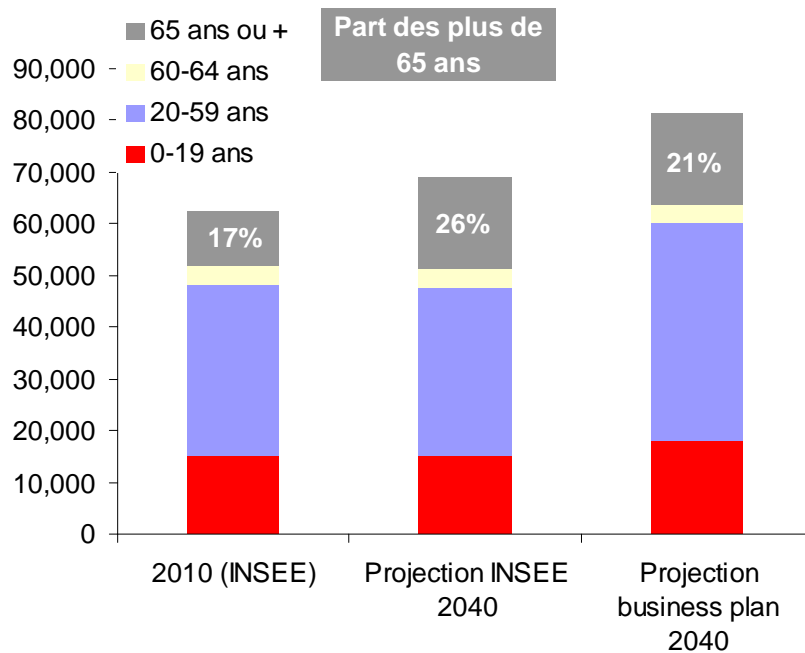
Quel *business plan* pour la politique économique de la France?

- 1 La France en 2040 suivant les tendances actuelles
- 2 Le business plan macro-économique à 90 milliards d'euros
- 3 Cinq priorités : « définir une nouvelle croissance à la française »
- 4 La trajectoire de finances publiques jusqu'en 2040

Une population qui doit rester jeune et formée efficacement

Le choix de l'immigration pour la jeunesse

L'éducation à la fois pour l'efficacité économique et pour la cohésion sociale



■ Rétablir l'adhésion individuelle au succès du pays

- Gain à faire une année supplémentaire d'étude : le plus faible de l'OCDE (avantage personnel compris entre 5 000 et 8 000 € sup. annuels, contre 35 000€)
- Les professeurs français sont les seuls en Europe pour lesquels le salaire à l'embauche a moins progressé, depuis 1985, que l'augmentation du PIB par habitant

Maintien du ratio +de 65 ans / population totale de 2025 à 21%

Choix budgétaire (salaires des enseignants) et politiques (accès aux filières supérieures)

L'investissement dans l'énergie : choix défensif et d'optimisation

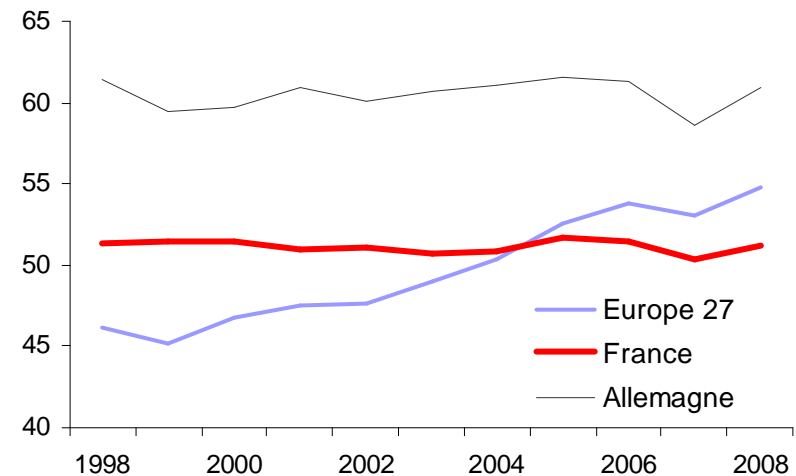
L'énergie : un secteur à la base de la croissance et où la France peut encore maintenir ses acquis concurrentiels

■ Un enjeu **d'approvisionnement et de balance commerciale**, dans un contexte de renchérissement des ressources énergétiques

- 48 milliards d'euros de déficit commercial énergétique à fin 2010
- La France maintient une dépendance de l'ordre de 50%, quand celle de l'Europe augmente

■ Un enjeu **d'optimisation de la ressource**

- Augmenter la productivité de la ressource énergétique
- Réindustrialisation par l'innovation dans ce secteur



Source: Eurostat. Part des importations dans la consommation énergétique totale

L'investissement dans les transports : choix offensif

Les transports : un levier sur la croissance à réactiver

▪ Un levier efficace pour la croissance

- Augmenter la vitesse de 10% des transports contribue à augmenter la productivité et la production de 3% (*Conseil d'Analyse Économique*)
- Le taux de rentabilité des infrastructures de transport est l'un des plus élevés en termes d'impact sur la croissance (*Conseil d'Analyse Économique*)

▪ Un enjeu de réinvestissement dans le train

- Pour contrer la baisse des dernières années : -40% sur les trains dans les années 1990
- L'enjeu du fret : 20% du transport des marchandises par route seulement en France

▪ L'automobile hybride

- La possession d'un brevet assure un marché mondial pendant plusieurs décennies

L'investissement dans la recherche pour la santé : choix défensif et offensif

La santé : un marché en croissance où la France peut rester *leader*

- Un enjeu de **compétition mondiale** : les marchés vont augmenter au rythme du vieillissement
 - la demande de médicaments des 60 ans et plus va assurer une croissance annuelle du marché entre 2,4% et 3,2% sur les 25 prochaines années en France

- Un enjeu de **dépenses sociales**
 - La dépendance représentera un coût annuel de 30 milliards d'euros dès 2025


- Un enjeu de **productivité** par la recherche et de **balance commerciale**
 - La chute du nombre de nouveaux médicaments : dépenses de recherche en contraction
 - Le risque de dépendance vis-à-vis d'autres pays pour certaines découvertes

Quel *business plan* pour la politique économique de la France?

- 1 La France en 2040 suivant les tendances actuelles
- 2 Le business plan macro-économique à 90 milliards d'euros
- 3 Cinq priorités : « définir une nouvelle croissance à la française »
- 4 La trajectoire de finances publiques jusqu'en 2040

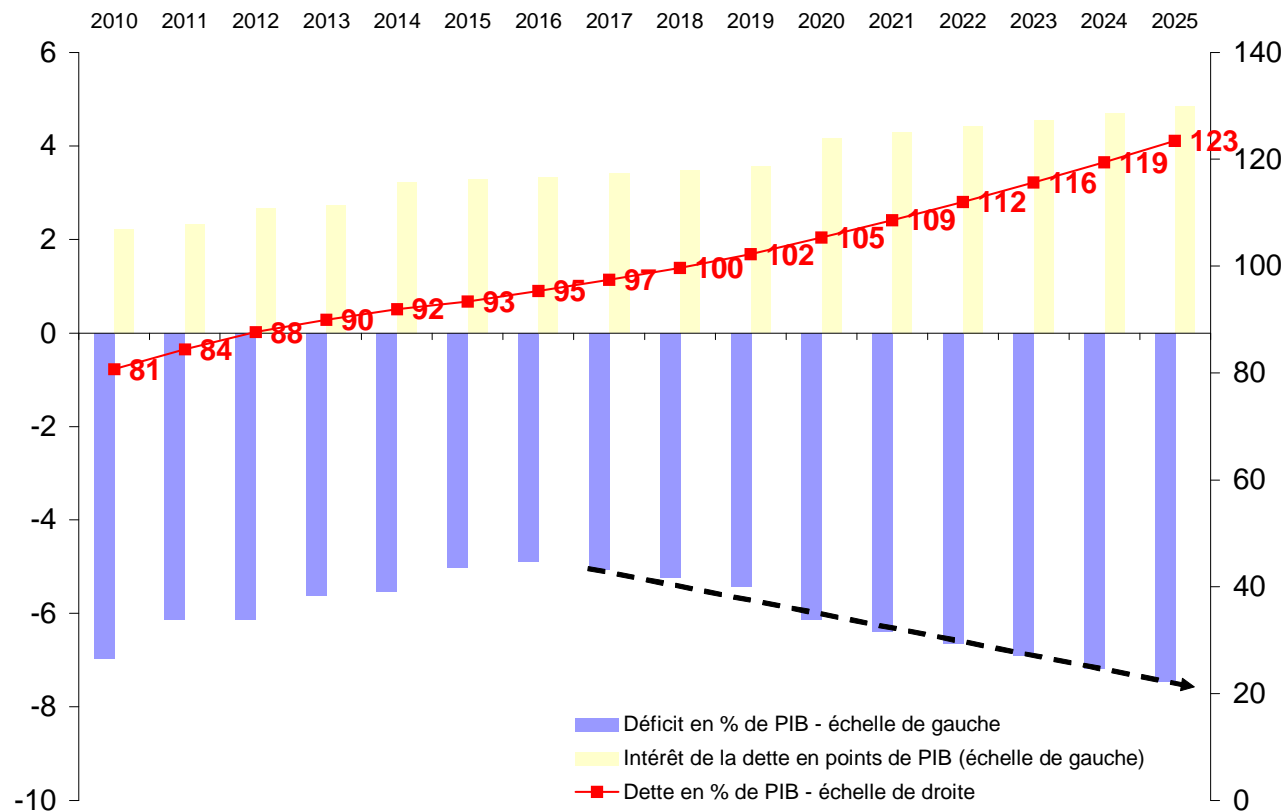
Le financement du business-plan

1/3 de prélèvement et 2/3 d'emprunt sur les marchés

- Relèvement des prélèvements obligatoires : 18 milliards
 - 10 milliards pour investissement
 - 8 milliards pour combler le déficit (0,4% de PIB)
 - Emprunt de 20 milliards par an sur 3 ans
 - 2012 : 0,5% de PIB (10 milliards)
 - 2013 : 0,5% de PIB (10 milliards)
-  Investissements exceptionnels : 20 milliards sur 3 ans
- En 2011, la France devrait emprunter sur les marchés financiers de l'ordre de 220 milliards d'euros
 - Soit 60 milliards de plus qu'en 2009 (elle a émis pour 165 milliards d'euros via des OATs, pour un taux moyen pondéré (fixe) de 2,95%)
 - **Financer 20 milliards d'euros de dette supplémentaires n'est pas de nature à détériorer la situation de manière significative**

Sans action temporaire pour la croissance potentielle, pas de redressement des finances publiques

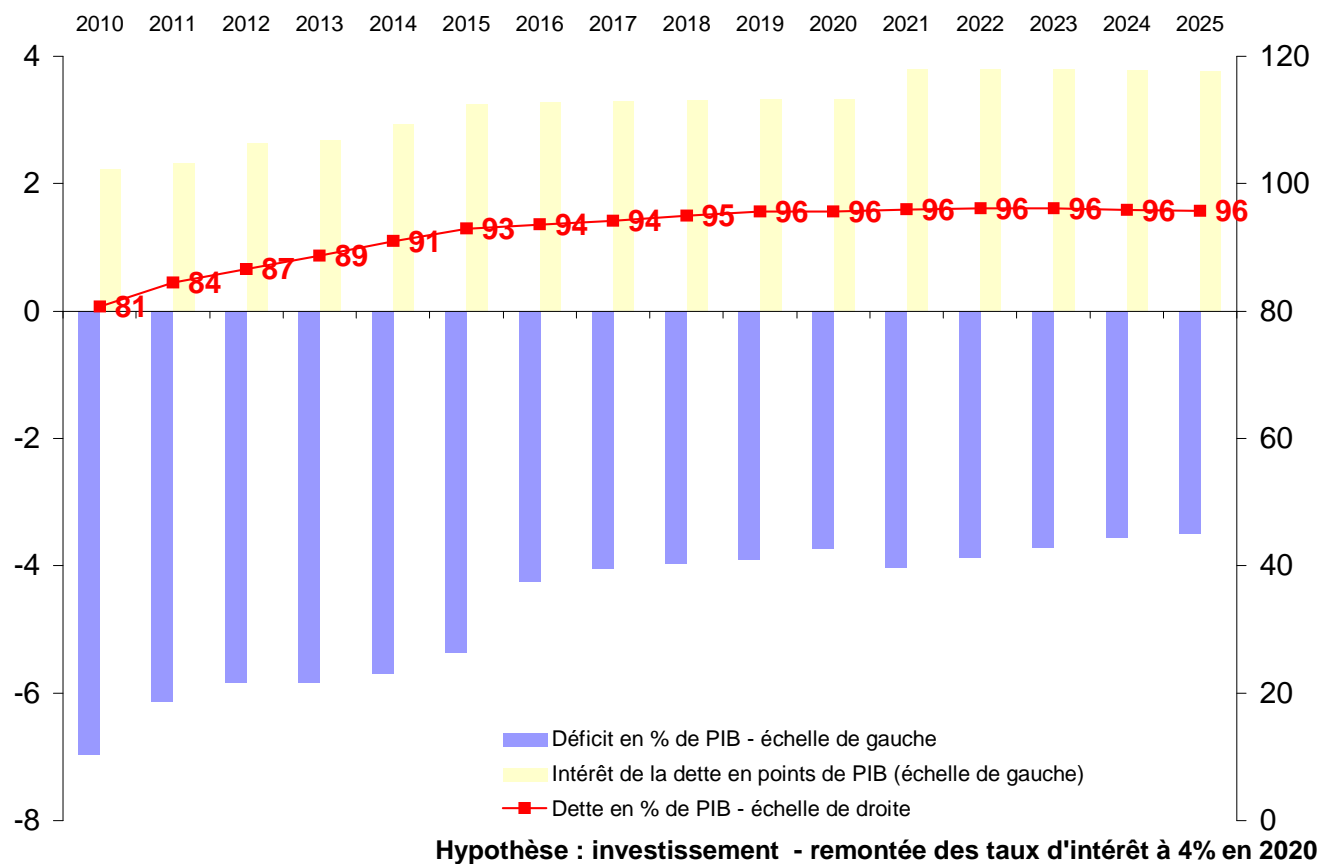
Trajectoire divergente de dette sans action sur la croissance économique



Hypothèse : croissance potentielle à 1,7% - remontée des taux d'intérêt à 4% en 2020

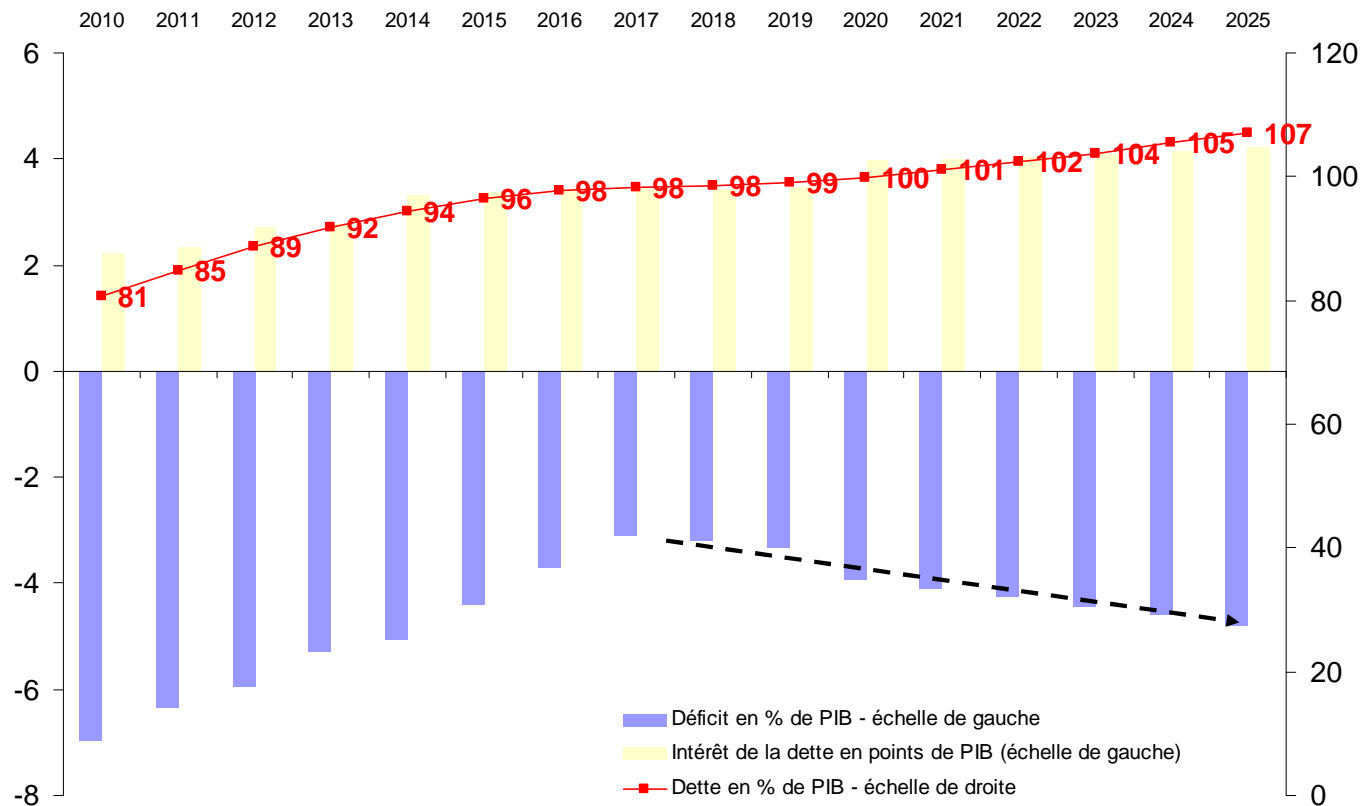
Stabilisation du ratio dette/PIB grâce à la croissance

La rentabilité des 90 Mds d'investissement relève la croissance et corrige la trajectoire de dette



Même un scénario de rigueur pendant 5 ans ne donne pas ce résultat sur les finances publiques

Politique de rigueur ramenant le déficit à -3% de PIB en 2017 avec une croissance faible



Hypothèse : croissance potentielle à 1,7% et rigueur - remontée des taux d'intérêt à 4% en 2020

Merci de votre attention

Editions rue fromentin

www.ruefromentin.com